

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## LD : Vincent de Paul Ella Menie claquette la porte !



Photo: Eric Laphéta

Vincent de Paul Ella Menie (d) au bon vieux temps au côté du président LD, Guy Nzouba Ndama.

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

ET de trois ! Après l'ancien maire de la commune de Mouila, Jean-Norbert Diramba, et le député du 1er siège de Tchibanga, Jean-Pierre Doukaga Kassa, le secrétaire général des Démocrates (LD), Vincent de Paul Ella Menie, a claqué, hier – à l'avant-veille de ses 58 ans –, la porte de la formation politique dirigée par Guy-Nzouba Ndama. En invoquant " des raisons de convenance personnelles". C'est un véritable coup dur pour l'ancien président de l'Assemblée nationale. D'autant que Vincent

de Paul Ella Menie était considéré comme étant la cheville ouvrière de LD, un véritable homme à tout faire. Son engagement et dévouement étaient tels que, lors de la rentrée politique de LD à Bitam, Guy Nzouba Ndama lui avait rendu un vibrant hommage pour son " abnégation et ses sacrifices consentis au service du rayonnement de LD". Avec le départ de Vincent de Paul Ella Menie, Guy Nzouba Ndama perd bien plus qu'un collaborateur. Un véritable fidèle qui, alors élu du Parti démocratique gabonais (PDG), n'hésita pas à le suivre lorsqu'il démissionna du perchoir, en 2016, pour rallier l'opposition. Bien plus, avec

cette nouvelle démission, l'aura de LD dans le département du Ntem s'étiolé considérablement. D'autant que l'influence politique du démissionnaire dans cette contrée était telle qu'il avait convaincu plus d'un de soutenir Guy Nzouba Ndama. Ce qui s'était traduit lors des élections couplées d'octobre 2018, par l'obtention d'un certain nombre d'élus locaux, certes en coalition avec d'autres formations de l'opposition. Reste à savoir quelle sera leur réaction. Mais aussi et surtout celle de Guy Nzouba Ndama. Ce dernier gardera-t-il son flegme légendaire après cette nouvelle défection ?

## "Ogooué-Ivindo 2022" : l'hommage du PDG à Ali Bongo Ondimba

J.K.M  
Libreville/Gabon

PAR la voix de son porte-parole, David Ella Mintsa, le Parti démocratique gabonais (PDG) a rendu un vibrant hommage, hier, au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, pour la qualité de la visite qu'il a effectuée du 20 au 21 avril dernier à Makokou, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo. La qualifiant de " retrouvailles entre le président de la République et les populations de l'intérieur du pays", David Ella Mintsa s'est d'autant plus réjoui que celle-ci fut marquée par certains " temps forts". Notamment le lancement officiel par le numéro un gabonais des manœuvres médico-militaires "Ogooué-Ivindo 2022" organisées au profit des populations. La mise en service par lui de l'antenne provinciale de la Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI), le

lancement des activités du Centre d'appui à la pêche artisanale de Makokou et la présentation du nouveau secrétaire général du PDG, Steeve Nzecko Dieko, aux populations de sa province d'origine. Autant de faits qui, a-t-il souligné, au regard de la ferveur, la chaleur et l'enthousiasme de l'accueil réservé au chef de l'État, prouvent à suffisance l'attachement du peuple gabonais à Ali Bongo Ondimba, " homme d'État expérimenté et résilient. Homme de la situation". Ce d'autant plus que depuis le 12 mars dernier, date de la commémoration du 54e anniversaire du PDG, des appels à sa candidature à l'élection présidentielle de 2023, affluent de toutes les fédérations PDG disséminées à travers le territoire national. D'où son appel à la mobilisation en exhortant l'ensemble de ses " camarades" à se mettre en ordre de bataille dans la perspective des échéances électorales à venir.



Photo: L.R.A./L'Union

Le porte-parole du PDG, David Ella Mintsa, appelant ses « camarades » à la mobilisation.

## Entre nous soit dit

### C'est acté, Akanda est désormais le chef-lieu de l'Estuaire

Teddy OSSEY \*

LE Gabon reste et demeure un État de droit, n'en déplaise aux jeteurs de sorts et autres sectateurs du déni par posture. Ces phalanges de l'inconséquence veulent nous claquer-murer dans un carcan phobique fait d'émotions équivoques et outrageusement teinté d'un nostalgisme arriériste tout autant que passéiste dont la seule norme acceptée serait l'immobilisme.

La toile et les réseaux sociaux sont en effervescence. L'échafaud est dressé et le bûcher scintille déjà d'un feu ardent et vif aux fins d'immoler les profanateurs qui ont osé ériger la commune d'Akanda en chef-lieu de la province de l'Estuaire. Au prétexte de ce sacrilège fantasmé, il est fait des réquisitoires dans lesquels l'absurde, l'amalgame ainsi que la frénésie se disputent la couronne de l'incongruité la plus niaise. Nous voilà propulsés dans un tourbillon dé-

concertant et ubuesque au travers duquel les inquisiteurs hargneux font injonction à l'État. Il n'est guère question de toucher à leur territoire. La province de l'Estuaire est propriété exclusive des seules populations autochtones. Aussi, avec une rare outrecuidance et un ton péremptoire, il n'est laissé au gouvernement ainsi mis au ban d'autre choix que celui de ravalier sa prétention à penser régir cette enclave d'exception. Touche pas à ma province, tel est le mot d'ordre. L'État est proprement prié d'aller voir ailleurs. L'unité et l'indivisibilité de la nation pourront toujours repasser. Les plus illuminés de cette cohorte de pourfendeurs voient en la désignation de la commune d'Akanda en chef-lieu de la province de l'Estuaire, un subtil subterfuge ourdi par les autorités d'exproprier et de déposséder les originaires du cru de leurs terres. On croirait rêver ! L'ostracisme et la stigmatisation fondent propos et discours. Il est fait appel aux mânes des ancêtres pour châtier et décourager les

projections attentatoires et blasphématoires de ce gouvernement d'hérétiques. Il s'est même trouvé des leaders politiques de l'opposition et d'ailleurs, toujours les mêmes qui, avec une précipitation à nulle autre pareille, ont indexé le Premier ministre en lui attribuant la responsabilité de cette décision gouvernementale qui serait le socle qui lui garantirait la confiance du chef de l'État. Et une autre personnalité politique en manque de repères et aux convictions erratiques croit avoir décelé une position avancée en vue des prochaines élections présidentielles par une explosion démographique.

Au-delà de ce bal d'insinuations et de ce procès d'intention, rappelons à tous que la souveraineté de l'État s'applique à tout l'espace territorial du pays et ce sans exclusive. Bassé!

\* Chroniqueur